

T 2137 - 759 - 13,00 F  
3792137013004 07590  
heddo

# le monde Libertaire

Organe de la FÉDÉRATION ANARCHISTE

adhérente à l'I.F.A.

N°759 JEUDI 6 JUILLET 1989 13,00 F



sortons du cadre

# Abolissons les privilèges

F°P. 2520





## Syndicalisme et luttes sociales (suite)

(Suite de la page 3)

être le représentant de ce nouveau syndicalisme, celui fidèle aux intérêts des salariés et des usagers, réellement démocratique et unitaire ! Il tiendra, d'ailleurs son premier congrès en septembre.

### L'avenir ouvert à de nouvelles pratiques syndicales

Le syndicalisme est-il moribond ? Ne serait-ce pas plutôt les organisations qui se disent syndicales ?

Mais la dernière période est porteuse d'espoir : les travailleurs, en agissant et en se coordonnant, renouent avec une combativité émuée. Ils montrent qu'ils ont de moins en moins confiance en ceux qui veulent parler à leur place — politiques ou permanents syndicaux — et qu'ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes. La grève des urnes pourrait bien se combiner avec la lutte quotidienne des travailleurs.



Manifestation de la Coordination de la Santé.

Afin d'éviter tout échec, comme celui de notre solidarité ratée vis-à-vis des travailleurs corses, mais pour réussir des actions comme celle du 1<sup>er</sup> mai 1988, les travailleurs ont besoin de construire par eux-mêmes un syndicalisme révolutionnaire qui non seulement agit pour des revendications immédiates, mais avance les éléments de prise de conscience de la nécessité d'un changement de société. Qu'ils soient dans les centrales syndicales réformistes ou qu'ils choisissent la CNT, le CRC, le SUD ou le SDB, l'avenir est ouvert à de nouvelles pratiques syndicales.

Elisabeth, Hélène  
(Gr. Pierre-Besnard)  
et Gérard (Gr. Sabaté)

(1) Ce rapport prévoit une restructuration des PTT, un éclatement des statuts des personnels et une inégalité des usagers devant les services proposés.

## Communiqué

A la suite des journées des 3 et 4 juin derniers « Pour une alternative libertaire », un certain nombre de contributions ont été demandées à différents intervenants, celles-ci devant paraître dans le présent numéro.

Malheureusement, les textes reçus sont pour la plupart beaucoup trop longs. Il est techniquement difficile à l'équipe du *Monde libertaire* de les publier en l'état pour le numéro d'été. C'est pourquoi nous vous donnons rendez-vous à la rentrée une fois les articles raccourcis par leurs auteurs.

Les relations extérieures

## UNE ANNÉE DE LUTTES L'année sociale

L'AUTOMNE 1988 aura été chaud. Les premiers mois de l'année 1989 auront révélé un profond malaise dans le salariat. C'est surtout la fonction publique qui se sera faite entendre, même si certaines entreprises du privé ont marqué également de leur lutte cette année de bicentenaire. A chaque fois, les mêmes revendications reviennent : salaires, emplois, conditions de travail, qualifications, statuts.

Souvent catégorielles et limitées à un secteur, ces grèves auront été l'occasion de retrouver des formes d'organisations originales : coordinations, comités de grève, « assemblées générales souveraines ».

Infirmières, instituteurs, nettoyeurs du métro, postiers... Ils et elles ont été régulièrement à la une des médias et, bien sûr, du *Monde libertaire*. Voici, en bref, l'année sociale des luttes au travers des articles parus dans le *Monde libertaire* (ce n'est pas exhaustif !).

### La rentrée de septembre.

La rentrée de septembre aura été celle de la création du RMI ! Le 29 septembre, la Fédération anarchiste dénonçait ce « Revenu minimum d'insertion ». Elle refusait ainsi « la gestion économique et sociale de la précarité en multipliant les revenus de misère... »

### L'automne.

Ce fut celui des infirmières et des personnels de Santé. Dix mille personnes, le 13 octobre, se sont rassemblées à la Bastille... Le 24, les syndicats réformistes (CFDT-FO-CFTC) signaient les accords Evin dénoncés par l'ensemble des grévistes. Le 30 novembre, la CFDT vidait ses « moutons noirs » de la Santé...

En novembre, également, et un peu avant le 30, les postes se lancent dans la grève. Centres de tri et « périls jaunes » sont bloqués. Ça ne plaît toujours pas aux réformistes. A la fin du mois, la CFDT exclut aussi ces « moutons noirs » des PTT... Le SUD est né ! Décembre, c'est le tour des ouvriers mécaniciens de la RATP à jouer du ticket-grève. Six semaines de conflit, l'armée intervient ! Elle joue au bus !

### Hiver 1989.

Les instituteurs se réveillent. Le plan Jospin-Rocard y est pour beaucoup. D'ailleurs, dès septembre, ça n'allait pas : « Il n'est pas dit que les travailleurs et les usagers de l'école acceptent de jouer les pigeons dans un numéro délibérément truqué », écrit Philippe Bourcier dans le *Monde libertaire* du 29 septembre. Chaque catégorie, instituteurs, profs, LEP, se coordonne, les syndicats n'aiment toujours pas. Ils réussissent néanmoins à faire avaler les projets gouvernementaux. Mais rien n'est réglé en septembre 1989 !

Le privé se fait entendre. Dans le Livre rien ne va plus. « Pour préparer l'Europe sociale de demain, les princes qui nous gouvernent et leurs alliés mettent en place des structures qui visent, outre la rentabilité, la suppression totale des travailleurs du Livre », confirme Sitting Bull lors des grèves NMPP (1).

En février, les nettoyeurs du métro de la COMATEC, eux aussi, se lancent dans la grève. Le métro n'est plus nettoyé ! « Salaires ridicules, injures racistes... » « La COMATEC est un négrier qui emploie les méthodes du XIX<sup>e</sup> siècle », écrit-on dans le *Monde libertaire*. La CNT et la CFDT agissent. Les nettoyeurs gagnent. C'est la « victoire », 650 F d'augmentation. La direction de la COMATEC tentera, fin avril, de remettre en cause cette victoire. Elle tentera un procès à la CNT...

### Au printemps.

La grève fleurit dans les îles. En Corse, c'est la grève générale. Le



Coordination infirmière, manifestation du 21 octobre 1988.



Parents déversant des changes complets pour exiger l'ouverture de négociations.

*Monde libertaire* pose clairement les problèmes : « La Corse est une véritable colonie où l'illusion de la citoyenneté française a permis à la situation de perdurer » (Fred Antoni, le 6 avril).

Plusieurs semaines de grève. Rocard cédera peu : quelques primes !

Fin mai, les crèches se rebiffent. A Paris, les auxiliaires de puériculture et les éducatrices en ont ras le bol ! Elles réclament à Chirac de meilleures salaires et conditions de travail.

Le 19 juin, grève reconductible ! Chirac ne fera plus d'enfant !

L'été. L'été est chaud, la Météorologie nationale, en juin, est en grève. Il y a de l'orage dans l'air ! A la fin du mois les NMPP remettent ça. Pen-

dant deux jours, mardi 27 et mercredi 28, nous sommes privés de quotidiens. Dans les Finances, là aussi, ça chauffe. Le direction générale des Impôts, les recettes sont bloquées. Tant mieux pour nos amendes...

L'été s'affirme sous le soleil des luttes. Sous la pluie, la grève ! C'est bien, la rentrée s'annonce rude... Septembre ne sera pas « le mois le plus tendre » !

Alain TERNATIONALE

(1) Nouvelles messageries de la presse parisienne, elles sont chargées de diffuser journaux et magazines.

(2) Parution aux Editions du *Monde libertaire* durant l'été, suivi à la rentrée d'un ouvrage collectif inédit : Les anarchistes et 89.

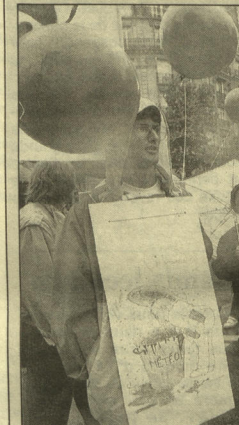
## Un été pourri

Les cumulimbus accumulés depuis l'automne 1988 ont éclaté par deux fois, en février 1989, puis début juin.

La France météorologique a été perturbée par le lock out de la direction, fin juin, puis par des petits nuages s'échappant des cars de CRS chargés de dégager les sites parisiens et régionaux occupés. La PAF (police de l'air et des frontières) se chargeant des sites aéroportuaires. Tous les personnels nécessaires au redémarrage des points clefs — bloqués depuis le 7 juin — ont reçu des notifications les privant du droit de grève. Pour que cette réquisition soit valable, elle doit être adressée en main propre au notifié : cette faille a fait prendre des « vacances » imprévisibles à beaucoup, mais courtes au vu des pressions de l'encadrement.



Les ordinateurs re fonctionnent, les prévisions sont de nouveau élaborées : la première étant que le travail reprendra peu à peu pendant l'été, avec des barouds d'honneur et dans l'indifférence des météo pour leur boulot.



Or, la Météorologie nationale ne tenait bien souvent que par le dévouement de son personnel, faute d'effectifs et de crédits. Le mépris affiché des autorités de tutelle refusant de négocier a provoqué son exaspération. Un exemple étant l'occupation du ministère le 29 juin. restera-t-il pour autant assez d'énergie pour que l'automne soit chaud, très chaud ? Le temps nous le dira !

D. PRESSION

1789  
1989

COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE  
**La Révolution française et nous**

Rien de tel aujourd'hui pour une commémoration placée sous le signe du consensus le plus large, à droite comme à gauche, autour d'une tradition révolutionnaire réduite à son plus petit dénominateur commun : celle des immortels principes de 1789 et de la République.

Ce consensus, cependant, est plus apparent que réel face à un héritage révolutionnaire qui demeure encombrant et ne peut se maintenir qu'à condition d'opérer tout un savant travail de « polissage » des « excès » ou des « dérapages » des événements passés. Mais, surtout, ce consensus de façade cache une volonté précise de la part des hommes de l'établissement politique dominant de circonscrire la portée de la Révolution française au seul domaine politico-institutionnel, pour pouvoir mieux évacuer des problématiques et des enjeux demeurés vivaces et d'actualité.

**Les enjeux du bicentenaire**

En décrétant, comme on a pu le dire, que la Révolution « était finie », on poursuit un double objectif :

- contourner la contradiction majeure pour tout parti de « l'ordre » obligé d'exalter un acte de « désordre ». Commémorer une révolution est, en effet, toujours un exercice périlleux pour les maîtres du jour, dans la mesure où ils sont tenus de rappeler que la légitimité de leur pouvoir actuel est le fruit d'une usurpation passée. Et que, l'origine de toute institution politique étant humaine et non pas providentielle, elle peut de ce fait être remise en cause à tout moment ;
- présenter les institutions actuelles comme l'aboutissement logique et indépassable des principes révolutionnaires. C'est-à-dire préserver le présent en exerçant tout changement à venir ; ou, si l'on préfère, tâcher de nous convaincre que le peuple n'a plus ni de possibilités ni de raisons de descendre dans la rue. Le bicentenaire venant signer l'acte de décès officiel de « l'ère des révolutions » tout court, déclarée finie à jamais...

Le vrai enjeu de cette commémoration, vu du côté des forces de conservation de la société, apparaît ainsi un et un seul, ou plus exactement de l'idée de révolution qui lui est consubstantielle.

En fait, les préoccupations des potentats actuels ne sont en rien différentes des tentatives menées par les autres partisans du « juste milieu » du passé, dont la préoccupation essentielle, une fois l'élan révolutionnaire donné, a été d'en contenir la progression ou bien d'y mettre fin.

La préoccupation étant toujours la même : celle de rétablir l'ordre ! Voilà l'idée centrale qui animait les bons bourgeois dès le lendemain de la prise de la Bastille, et voilà celle qui anime leurs dignes descendants. A la limite, nous pourrions dire que ce qui gêne dans la commémoration de la Révolution française est la Révolution elle-même dont, déjà en 1789, les assis de l'époque s'en seraient bien passés... Et ceux d'aujourd'hui ne sont pas sans regretter que la Révolution de 1789 ne se soit pas arrêtée avec la simple abrogation « de principe » des droits féodaux, la nuit du 4 août, et la création d'une monarchie constitutionnelle... à l'anglaise !

**« La révolution est finie »**

Il n'y a rien de surprenant, donc, si aujourd'hui, après La Fayette, Guizot, Thiers ou... Gambetta, on vient nous dire une fois de plus que la « révolution est finie ».

Ce bicentenaire aura donc été celui des républicains honteux, et du consensus mou. Certes, ils ne manquent pas, les hommes de gauche, qui s'inquiètent de ce qui leur paraît une reddition de l'héritage révolutionnaire, et qui continuent de se réclamer d'une tradition républicaine de gauche progressiste et laïque.

Le cas le plus symptomatique est sans doute celui de Régis Debray qui, face à une gauche sans idées et sans programme, se découvre une âme de farouche défenseur de la mystique républicaine. Son républicanisme toutefois ne va guère au-delà d'une énième réédition de la conception de la Révolution comme un bloc, conception si chère à Clemenceau. Et c'est d'ailleurs tout d'abord en tant que radical-socialiste que l'ex-cheguevariste se place sous la triple autorité de Condorcet, Robespierre et... Mitterrand ! Son idéal : les bataillons scolaires des débuts de la III<sup>e</sup> République, la défense de la nation et du patriotisme... de gauche bien sûr (cf. *Que vive la République !*).

On peut cependant se demander quel contenu progressiste on peut continuer à attacher, encore aujourd'hui, à ce républicanisme dont Vallès déjà se moque sous le Second Empire, et qui fait écrire à un Lefrançais, au lendemain de la Commune : « Depuis un siècle bientôt le parti républicain, qui n'a fort heureusement rien de commun ni avec la République ni avec la révolution, a certes suffisamment fait preuve de bassesse et d'avidité ; ses trahisons politiques et ses filouteries financières n'ont rien à envier aux ignominies qui caractérisent le parti bonapartiste son frère cadet, presque son jumeau ».

De ce point de vue, pas de doute possible. Le changement de régime et le triomphe durable de la République en France n'a guère fondamentalement changé la situation des masses ouvrières ni tenu ses promesses. Faut-il rappeler que, pour Gambetta, la question sociale n'existait pas ? Pire, les républicains au pouvoir se sont montrés les féroces défenseurs de la propriété et de la bourgeoisie, n'hésitant pas à faire « tirer sur le peuple » chaque fois que celles-ci étaient menacées.

Si la République de Debray est pour nous un cadavre, il existe cependant toute une partie de l'héritage révolutionnaire qui demeure vivant et qui nous interpelle directement.

Tout d'abord, il convient de souligner que les libertaires n'ont jamais été indifférents à la forme du régime en place. Si, en effet, la République opportuniste se trouve, dès les années 1870, stigmatisée comme il se doit, le divorce grandissant entre travailleurs et République ne se traduira jamais par des vellétés de retour en arrière, ou bien par de la complaisance vis-à-vis de l'Ancien Régime, comme feindront de le croire les royalistes au début du siècle. L'attachement à la République de la part des anarchistes ne

fit jamais défaut, et les compagnons se retrouvèrent tout naturellement en première ligne lorsque les institutions républicaines furent menacées lors de l'affaire Boulanger ou Dreyfus.

**Les anarchistes et les institutions républicaines**

Ce que les libertaires rejettent, ce n'est pas, répétons-le, les principes de 1789 en tant que tels, mais bien plutôt ses expressions jacobines et gouvernementales. Ce n'est pas la République en tant que telle, mais son utilisation par la bourgeoisie et son détournement au profit des classes possédantes. Si les compagnons, par exemple tout au long de la III<sup>e</sup> République, s'en prennent aux institutions républicaines ce n'est pas le principe républicain qui est rendu responsable des misères du peuple, mais la bourgeoisie qui a su l'utiliser à son profit. Et, à l'image de la République marâtre, celle voulue et mise en place par les bourgeois, les libertaires opposeront parfois celle de la véritable République, mère de liberté : la République sociale, celle du travail enfin affranchi du joug du capital.

Sans tomber pour autant dans le travers consistant à lire les événements du passé avec les yeux du présent, il est fort aisé de retrouver au sein de la Révolution française maintes expressions d'une tradition insurrectionnelle et populaire distincte de celle de la bourgeoisie, et dont les libertaires n'ont cessé de se réclamer. Tradition que l'on pourrait appeler, en paraphrasant Proudhon, tradition « sans-culotte ». Chez le « Père de l'anarchisme », en tout cas, les références à la Révolution française sont constantes et décisives pour comprendre sa manière d'envisager l'évolution sociale. « Je suis donc sans-culotte. Il y a longtemps que cherchant ma tradition dans l'histoire, je m'en suis aperçu, mais devant notre démocratie jacobine, je n'osais pas m'en vanter », avouera-t-il un jour avec sa verve habituelle.

Que cela plaise ou non, la Révolution française a bien marqué l'entrée des masses dans l'histoire. Pour la première fois, d'une manière consciente et intentionnée, des hommes et des femmes savaient que par leur action ils pouvaient maîtriser leur destin.

Toute l'histoire de ces années fiévreuses est placée sous le signe de l'action populaire et spontanée, surtout des masses paysannes, obligeant par leur action directe responsables et gouvernants à aller toujours plus loin.

Kropotkine, dans son maître livre *La Grande Révolution*, a admirablement montré les paysans à l'œuvre, poussant par leurs interventions les nobles et les bourgeois à reconnaître la fin des privilèges. Dans ce sens, la Révolution française se trouve à l'origine non seulement de la démocratie représentative, mais aussi de la pratique de l'action directe ! Cette tradition, d'ailleurs, n'a cessé d'inspirer les anarchistes, montrant aux générations suivantes l'exemple à suivre.

Comme pouvait le rappeler un journal libertaire en 1888 au titre explicite de *Ça ira* : « Nos pères de 1789 disaient : ça ira, et ça allait (...) nous relevons ce cri de guerre mais, instruits par l'expérience, nous n'attaquerons plus les hommes pour les remplacer par d'autres agissant de même ».

Ce qui nous tient à cœur, ce ne sont certes pas les manifestations bourgeoises ou jacobines de l'époque révolutionnaire, mais celles du peuple prenant pour la première fois directement en main ses affaires pour s'affranchir des privilèges et pour revendiquer la liberté et l'égalité pour tous. Et c'est cette tradition révolutionnaire « autre » restée inachevée que nous pouvons reprendre tout d'abord à notre compte.

Mais, surtout, la Révolution française a ouvert des perspectives nouvelles à l'action des hommes ; perspectives qui sont loin d'être épuisées et — dans certains cas — qui demeurent à peine ébauchées.

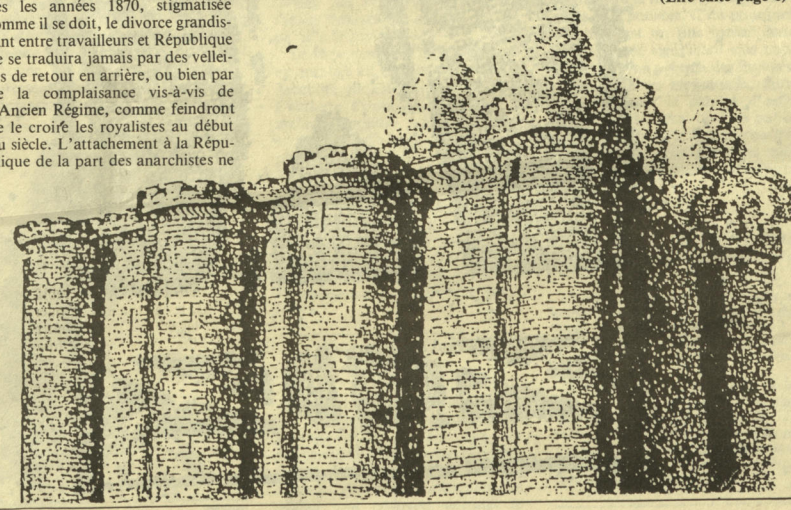
**L'autorité est sur Terre**

Les ruptures majeures introduites par cet épisode, nous paraissent en effet incarner encore aujourd'hui un certain nombre d'enjeux décisifs, à commencer par le processus de laïcisation de la société.

Rappelons que, sur le plan politique, la fin de l'Ancien Régime coïncide avec la disparition de la monarchie de droit divin. En coupant la tête du roi, les « patriotes » n'ont pas fait que remplacer un gouvernement par un autre, mais ont remis en cause la nature des institutions politiques qui les avaient régis jusqu'alors ; c'est-à-dire le remplacement du principe contractuel de l'organisation de la cité et des rapports régissant la vie de l'homme en société. Avec la Révolution française, nous assistons donc à un déplacement de l'autorité du ciel sur la Terre. En affirmant le droit des citoyens de choisir leurs propres institutions. Et c'est ce droit, de se donner une Constitution, de ne reconnaître

(Lire suite page 6)

RE  
-  
VO  
-  
LU  
-  
TI  
-  
ON



On avait annoncé une commémoration « froide » autour d'un événement dont le décès avait été établi ; à première vue les faits semblent pour l'instant corroborer ce constat. Contrairement au premier centenaire, aucun enjeu majeur ne semble se dégager. En 1889, pour l'équipe opportuniste fraîchement installée au pouvoir, il s'agissait de profiter de cette occasion pour affirmer la légitimité du régime républicain, après le difficile enfanement des nouvelles institutions, face aux forces de la réaction monarchistes restées vivaces.

## COMMÉMORATION DU BICENTENAIRE

## La Révolution française

(Suite de la page 5)

d'autre autorité extérieure et supérieure à celle que l'on aura librement consentie, qui scandalisa tant les contre-révolutionnaires de l'époque et qui continue encore de faire frémir bien des adorateurs des principes de 1789, s'ingéniant autant que possible d'en amoindrir leur portée pratique.

Cette négation de l'autorité divine s'accompagne aussi de l'affirmation d'un autre grand principe : celui de l'égalité, dont les conséquences vont bien au-delà du simple caractère formel ou juridique dont on a voulu le revêtir. La revendication de l'égalité apparaît à cet égard comme étant quelque chose de proprement subversif mais, aussi, le corollaire incontournable de toute société démocratique véritable.

Et pourtant, aucune des questions majeures introduites par l'adoption des droits de l'homme n'a eu, à ce jour, de réponses entièrement satisfaisantes, à commencer par le contenu ou bien l'étendue qu'il faut donner aux principes de liberté et d'égalité eux-mêmes. Liberté et égalité, certes, mais jusqu'où ? Liberté pour tous et dans tous les cas, y compris pour les ennemis de la liberté et de la révolution ? Par ailleurs, quelle portée

réelle peut avoir la reconnaissance du principe d'égalité juridique si celui-ci laisse les hommes démunis devant le besoin ? Peut-on sérieusement parler d'égalité naturelle si on ne se donne pas les moyens de réaliser l'égalité sociale ?

## Principes et réalités

En ce qui concerne l'organisation de la cité, aussi, les principes de 1789 ont créé plus de questions qu'ils n'ont apporté de réponses. L'adoption d'une conception contractuelle de la vie sociale, en effet, n'implique nullement la forme précise que les institutions politiques doivent assumer. Une fois admis le principe que la souveraineté populaire soit déléguée, confiée, aux mains de quelques-uns sans dénaturer les postulats de départ ? Peut-on laisser les mandatés sans contrôle direct de la part des mandateurs ? Ici aussi, nous pouvons dire que les quelques réponses demeurent incomplètes. Force est de constater que, sur bien des points, les réalisations concrètes des principes révolutionnaires demeurent bien au-dessus de leurs prémices.

Tout le monde sait que l'égalité entière des droits politiques eux-mêmes n'a pu aboutir qu'au prix de multiples efforts et qu'elle demeure encore incomplète aujourd'hui pour

la population immigrée. Quant au principe de la laïcité, il est constamment menacé par toutes sortes de cléricatismes, anciens et nouveaux.

Vu sous cet angle, nous pouvons dire que non seulement la révolution n'est pas achevée, mais que ses réalisations demeurent au-dessous de bien des affirmations de principe. La lutte pour leur accomplissement est plus que nécessaire. Pour nous, donc, le premier des héritages de la Révolution française demeure cette promesse de changement radical que renferment ses principes.

La Révolution française ne doit pas être envisagée comme un simple prétexte pour l'action révolutionnaire, épisode ouvrant l'ère des révolutions modernes ; son héritage se présente, encore aujourd'hui, intact et riche de potentialités inachevées et d'évolutions possibles. En ce sens, nous pensons qu'il est possible de dire avec Proudhon que : « *Du jour où nos pères firent devant Dieu et devant les hommes la déclaration de leurs droits, posèrent en principe le libre exercice des facultés de l'homme et du citoyen, ce jour-là, l'autorité fut niée dans le ciel et sur la Terre, et, le gouvernement, même par voie de délégation, rendu impossible* ». Et c'est cet héritage que nous faisons nôtre.

Gr. « Pensée et action »

4 AOUT 1989  
ABOLISSONS  
LES PRIVILEGES

## PROUDHON

## La souveraineté

« Anarchie ou césarisme », tel était le dilemme que Proudhon posait dans un de ses livres les plus controversés : *La révolution sociale démontrée par le coup d'Etat du 2 décembre*. Déclin des forces républicaines tombées en « constitutionisme ». Depuis, si le régime républicain et démocratique semble s'être durablement enraciné en France, il reste par sa nature un principe inachevé et instable qui ne peut trouver son accomplissement véritable que dans l'anarchie, c'est-à-dire la suppression même de tout organisme gouvernemental au profit des forces sociales librement fédérées.

G. M.

Lorsque Jurieu, appliquant au temporel le principe que Luther avait invoqué pour le spirituel, eut opposé au gouvernement de droit divin la souveraineté du peuple et transporté la démocratie de l'Eglise dans l'Etat, quelle conséquence durent tirer de cette nouveauté les publicistes qui se chargèrent de la répandre ?

Qu'aux formes du gouvernement monarchique il fallait substituer les formes d'un autre gouvernement qu'on supposait en tout l'opposé du premier et qu'on appelait, par anticipation, gouvernement républicain.

Telle fut, en effet, l'idée de Rousseau, de la Convention et de tous ceux qui, après la mort de Louis XVI, par conviction ou par nécessité, s'attachèrent à la République. Après avoir démolì, il fallait édifier, pensait-on. Quelle société pourrait subsister sans gouvernement ? Et si le gouvernement est indispensable, comment se passer de constitution ?

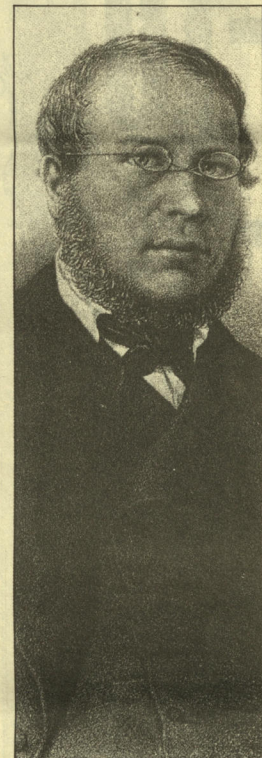
Et bien ! Ici encore l'histoire prouve, et la logique est d'accord avec l'histoire, que ces réformateurs politiques se trompaient. Il n'y a pas deux sortes de gouvernements, il n'y en a qu'une : c'est le gouvernement monarchique héréditaire, plus ou moins hiérarchisé, concentré, équilibré, suivant la loi de propriété d'une part et de la division du travail de l'autre. Ce qu'on appelle ici aristocratie, là démocratie ou république, n'est qu'une monarchie sans monarque ; de même l'Eglise d'Augsbourg, l'Eglise de Genève, l'Eglise anglicane, etc., sont des papautés sans papes, de même que la philosophie de M. Cousin est un absolutisme sans absolu. Or, la forme du gouvernement royal une fois entamée par le contrôle démocratique, que la dynastie soit conservée comme en Angleterre ou supprimée comme aux Etats-Unis, peu importe ; il est nécessaire que, de dégradation en dégradation, cette forme périsse tout entière, sans que le vide qu'elle laisse après elle puisse être jamais comblé. En fait de gouvernement, après la royauté, il n'y a rien.

Assurément, le passage ne peut s'effectuer en un jour ; l'esprit humain ne s'élance pas d'un seul bond du *Quelque chose* au Rien ; et la raison publique est encore si faible ! Mais ce qui importe est de savoir où nous allons, et quel principe nous mène. Que les Feuillants, les Constitutionnels, les Jacobins, les Girondins, que la Plaine et la Montagne se réconcilient donc ; que le *National* et la *Réforme* (1) se donnent la main, ils sont tous également anarchistes : la souveraineté du peuple ne signifie que cela. Dans une démocratie, il n'y a lieu, en dernière analyse, ni à constitution, ni à gouvernement. La politique, dont on a écrit tant de volumes et qui fait la spécialité de tant de profonds génies, la politique se réduit à un simple contrat de garantie mutuelle, de citoyen à citoyen, de commune à commune, de province à province, de peuple à peuple, variable dans ses articles suivant la matière, et révoquant *ad libitum*, à l'infini...

Une philosophie ou théorie *a priori* de l'Univers, de l'Homme et de Dieu, après Bacon ; une théolo-

gie, après Luther ; un gouvernement, après qu'on a posé en principe la souveraineté du peuple : triple contradiction. (...)

Que faudra-t-il donc vous dire, race moutonnaire, pour vous prouver qu'un rapport, une idée ne se représentent point, comme il vous plaît de l'entendre ; que la liberté, à plus forte raison, ne se représente pas non plus ; que la représentation, c'est la détruire ; et que du jour où nos pères firent, devant Dieu et devant les hommes, la *Déclaration de leurs droits*, posèrent en principe le libre exercice des facultés de l'homme et du citoyen, ce jour-là, l'autorité fut niée dans le ciel et sur la terre, et le gouvernement, même par voie de délégation, rendu impossible ?



P.-J. Proudhon.

Revenez, si vous le voulez, aux mœurs féodales, à la foi théocratique, ou à la piété de César ; retrogradez de dix, de vingt, de quarante siècles, mais ne parlez plus de libertés représentées, de droits et d'intérêts, dans leur collectivité et leur rapport, ne se représentent point, et que le représentant d'une nation, de même que le représentant d'une famille, d'une propriété, d'une industrie, ne peut en être que le chef et le maître. La représentation des intérêts, c'est la reconstruction de l'autorité !

(1) Le *National*, fondé le 3 janvier 1830, fut, pendant le règne de Louis-Philippe, le journal de la bourgeoisie républicaine.

C  
D'  
tion des fé  
clôt par  
les consa  
mari (dixi  
les mouve  
bien hypo  
de la rel  
féminine  
son éman

LE  
MAI

quelques  
dèrent l'e  
pauvres c  
suite, ce  
remise en  
cessifs de

De  
soci

L'histo  
ques « s  
philosoph  
ou de St  
faim ni c  
adjoin  
compagn  
Thermid  
De leur c  
nistes fo  
« héros  
l'émanci  
1789 : O  
gne de  
Mais l'a  
retrace l  
oublier  
limite a  
ignore le  
un grand  
Révoluti  
tive vérit  
sociales  
citoyenn

A son  
militant  
Lacomb  
ciale. M  
gue lors  
combatt  
tante vic  
latière P  
à toutes  
tionnaire  
Août. N  
més sur  
poseron  
repris l  
selon la  
étaient  
la plupa  
proches

## RÉVOLUTION FRANÇAISE

## Claire Lacombe, une citoyenne révolutionnaire

D'UNE façon générale, la Révolution française n'a rien changé à la condition des femmes. L'événement s'est clôt par le code Napoléon, qui les consacra en « propriété » du mari (dixit l'embarqueur). Par la suite, les mouvements républicains ont été bien hypocrites de critiquer l'emprise de la religion sur la population féminine tout en lui ayant refusé son émancipation en 1789. Après

par la crise, comme chez les partisans de l'Enragé Jacques Roux. Cela n'empêchait pas évidemment d'entraîner les salariées dans leur combat. Elles peuvent compter sur un noyau actif d'une centaine de personnes. Le club est créé le 10 mai 1793, son intitulé exact étant Société des femmes républicaines révolutionnaires. Elles obtiennent une salle grâce aux Jacobins, flattés de l'admiration qu'elles leur témoignent (cela ne durera pas !). Ce club n'était pas la première tentative en milieu populaire. A Lyon, s'était constitué en 1792 un club d'ouvrières. Mais, de par sa situation parisienne, le club de Claire Lacombe allait pouvoir intervenir dans les événements politiques.

Fournier, Varlet, les plus violents Cordeliers rentraient dans un humble silence quand "Rose" Lacombe tenait la tribune. Elle se moquait d'eux tous, ne demandait que des piques et des poignards pour les femmes (...) pendant que les hommes coudraient à leur place ». Si Varlet et ses amis les laissaient parler, ce n'était pas par crainte mais par ouverture d'esprit, chose difficile à comprendre pour un historien du XIX<sup>e</sup> siècle !

L'insurrection populaire est finalement transformée par les Jacobins en simple remaniement gouvernemental. Furieuses, les citoyennes dénoncent, comme Varlet, la manipulation ; elles prennent même à partie le maire de Paris.

## LE MARIAGE DE MADAME DE STAEL



Madame de Staël.

quelques débats, les notables décidèrent l'exclusion des femmes et des pauvres de la République. Par la suite, cette attitude ne fut pas remise en cause par les régimes successifs de la Révolution.

## Des revendications sociales et féministes

L'histoire officielle glorifie quelques « salonnières », égarées de philosophes comme Mme Roland ou de Staël, qui n'ont jamais eu fait ni compris le peuple. On leur adjoint quelques demi-mondaines, compagnes des spéculateurs sous Thermidor, et c'est à peu près tout. De leur côté, les mouvements féministes font l'éloge de quelques « héroïnes » qui ont réclamé l'émancipation des femmes en 1789 : Olympe de Gouges, Théroigne de Méricourt, Etta Palm... Mais l'abondance littéraire qui retrace leur combat ne doit pas faire oublier qu'un féminisme qui se limite aux droits civiques, qui ignore les luttes populaires, n'a pas un grand intérêt. Au cours de la Révolution, il n'y eut qu'une tentative véritable de lier revendications sociales et féminisme : le Club des citoyennes révolutionnaires.



Olympe de Gouges.

A son origine, on trouve deux militantes très actives. Claire Lacombe est une actrice provinciale. Montée à Paris, elle se distingue lors de la prise des Tuileries en combattant à la pique. L'autre militante vient de l'artisanat, la chocolatière Pauline Léon, qui a participé à toutes les grandes journées révolutionnaires, de la Bastille au 10 Août. Nous sommes moins informés sur les autres femmes qui composeront ce club. Des historiens ont repris l'affirmation de Michelet, selon laquelle les membres du club étaient des ouvrières. En fait, la plupart des militantes semblent proches du petit artisanat fragilisé

## « Des pauvresses revêtues de la livrée de la misère »

Dès le début, les militantes se singularisent en arborant, pour la plupart, le bonnet rouge et parfois le pantalon rayé des sans-culottes. Des muscadins, en visite au club, font part de leur effarement : « le bonnet rouge couvrait la tête de partie de ces femmes et en particulier de la présidente et des secrétaires. Ce spectacle grossier faillit nous faire étouffer par la crainte où nous étions de ne pas laisser éclater notre



Madame Roland.

rire ». Mais ces ricanements se transforment vite en inquiétude lorsque les citoyennes descendent dans la rue, armées de pistolets et de piques pour organiser des manifestations sauvages.

Dès le 12 mai 1793, elles demandent la taxation des riches pour nourrir les femmes de combattants aux frontières. Puis le ton se radicalise encore. Le 19 mai, leur pétition à la Convention exige l'arrestation des ministres girondins, la chasse aux accapareurs, la création d'une armée révolutionnaire de sans-culottes. Les députés prennent prétexte de leur origine populaire (« des pauvresses revêtues de la livrée de la misère ») pour insinuer qu'elles sont payées par les royalistes !

Pourtant, la contestation du régime girondin est générale. Le 24 mai, le gouvernement fait arrêter l'Enragé Varlet et Hébert, rédacteur du *Père Duchesne*, pour leurs appels à l'insurrection. Aussitôt, Claire Lacombe et ses amies manifestent derrière leur bannière, cherchant à faire marcher les passants sur la prison. Finalement, les deux prisonniers sont relâchés sous la pression populaire. Varlet organise aussitôt le comité de l'Évêché, qui aura bientôt l'aval d'une majorité de sans-culottes pour imposer leurs revendications.

Les Enragés, qui mènent les débats du comité, laissent une place aux femmes (1). Michelet le montre, non sans préjugés : « Maillard,

## « L'élément le plus conscientisé du peuple »

Durant l'été, les citoyennes révolutionnaires se rapprochent nettement du groupe des Enragés. Ceux-ci obtiennent une grande influence dès juillet 1793. Les hésitations des députés à prendre des mesures sociales, la volonté de Robespierre de les traduire en termes d'Etat mécontentent. Les troubles contre la vie chère s'accroissent. L'Enragé Leclerc écrit dans *L'Ami du peuple* : « Sous ce régime-ci comme sous l'autre, on respecte le vice en habit de satin ; on le pend s'il est en guenille ».

Claire Lacombe et ses amies sont au diapason. Le 29 mai, elles déclarent : « Nous voulons qu'il n'y ait pas un malheureux dans la République ». Mais, si elles veulent l'égalité politique avec les hommes, elles ne se solidarisent pas avec les femmes aristocrates qu'elles veulent surveiller, ni même des bourgeoises. C'est flagrant lors de l'attaque contre Théroigne de Méricourt, celle-ci a été érigée en martyre du féminisme après qu'une agression en public l'ait rendue folle. En fait, elle était proche des Girondins et avait même conduit le cortège funèbre du notable Simoneau, tué par ses paysans (voir *Monde libertaire* n° 752 du 18 mai 1989). Parmi les agresseurs de Méricourt, il y avait des militantes du club.

Les Enragés apportent à leur tour un soutien aux citoyennes révolutionnaires. Jacques Roux (qui vit avec une ouvrière) les défend dans son journal, *Le Publiciste de la République*. Leclerc, qui est le compagnon de Pauline Léon, leur apporte un soutien sans faille dans *L'Ami du peuple*. Il écrit même qu'elles sont l'élément le plus conscientisé du peuple.

Mais ce soutien des Enragés ne va pas tarder à devenir compromettant. Le régime cherche à écraser la contestation des incontrôlés. D'autant que Leclerc, qui cautionne la violence populaire, condamne la Terreur d'Etat. Varlet pressent, dans ses interventions, la limitation du pouvoir des sections.



Maillard.



Femmes siégeant à l'Assemblée nationale parmi les députés le 8 septembre 1789.

Le 5 septembre 1793, Jacques Roux est arrêté. Leclerc doit arrêter son journal. Bientôt les menaces jacobines pleuvent sur le Club des citoyennes, dont on avait à peine toléré l'existence.

C'est tout à l'honneur de Lacombe et de ses amies d'avoir eu pour détracteurs ce qu'il y avait de plus pourri et de plus abject parmi les politiciens, des hommes comme Basire, Chabot, Desfieux (2) et des dantonistes comme Fabre d'Églan-



Théroigne de Méricourt.

tine. Ce dernier, qui faisait la morale et défendait la famille, avait abandonné la sienne pour courir les tripots ! Il déclare : « On ne s'en tiendra pas là... Vous verrez des files de femmes aller au pain comme on va à la tranchée ».

Le 16 septembre, Claire Lacombe est insultée en entrant au Club des Jacobins, elle est traitée de nouvelle Charlotte Corday sans obtenir le droit de répondre. Après une brève arrestation, elle lance cet appel prophétique : « Prends garde à toi, Robespierre, je me suis aperçue que ceux qu'on accuse d'avoir prévariqué, croient éluder la dénonciation en accusant ceux qui les dénoncent d'avoir dit du mal de toi ; prends garde que ceux qui ont besoin de se faire un manteau de tes vertus ne t'entraient avec eux dans le précipice ».

## Face aux préjugés et au pouvoir

Une provocation est montée par la Commune de Paris qui soutient le pouvoir. On raconte que les citoyennes veulent imposer le bonnet rouge et la cocarde tricolore aux femmes. Puis des commerçantes des Halles sont envoyées dévaster le

club et frapper les militantes. Celles-ci ne se laissent pas intimider. Le 22 septembre, leur délégation exige la taxation des denrées à l'usage du peuple et la création d'un comité central des sections (imité de l'ancien comité de Varlet).

Les Jacobins répliquent par des menaces de mort et la calomnie. Auxquelles Lacombe répond : « Nos droits sont ceux du peuple et si l'on nous opprime, nous saurons opposer la résistance à l'oppression ». De sa prison, Jacques Roux défend cette « société incorruptible (!) des femmes révolutionnaires ». Mais, fin octobre, le club est dissout. Toute organisation des femmes est désormais interdite.

La répression frappe Claire Lacombe qui est mise en prison, de même que Pauline Léon (qui vient d'épouser Leclerc). Elles resteront enfermées jusqu'à la chute de Robespierre. On perd leur trace peu de temps après. La tentative de créer un féminisme révolutionnaire avait peu de chances de s'imposer en 1793. Le Club des citoyennes révolutionnaires aurait peut-être pu survivre sous la Terreur en se limitant au rôle d'admiratrices de Robespierre. Mais leur tentative d'autonomie leur coûta cher. Elles heurtèrent à la fois les préjugés masculins et le pouvoir. C'est pourquoi leur lutte est un peu tombée dans l'oubli. Il est significatif que nous n'ayons aucun portrait des Enragés, ni de véritables biographies, faute de sources sur la plupart d'entre eux (3). Au moment où l'on publie tant d'inutilités sur le bicentenaire, un effort pour redécouvrir les militantes populaires est toujours d'actualité !

YVES

(Gr. « Les Temps Nouveaux »)

(1) Il n'y aura pas de délégués au comité, car il est désigné par les sections, exclusivement masculines.

(2) Tous spéculateurs et trafiquants, Desfieux était aussi un provocateur royaliste.

(3) Sur Jacques Roux, voir M. Dom-manger : *Les Enragés ; les éditions Par-tage Noir ont sorti une étude sur Leclerc, L'Ami du peuple et en préparent une sur Varlet. Sur la branche féminine, voir M. Cerati : Le Club des citoyennes révolutionnaires, Paris, 1966.*

# BICENTENAIRE Apologie de la Révolution

**A** l'occasion du bicentenaire de 1789, deux types de discours sur la Révolution dominent incontestablement la scène politico-médiatique et, « étrangement », nous assénet, par-delà leurs différences, un seul et même message.

Pour les tenants du conservatisme à tout crin, les nostalgiques de la royauté et les éternels apeurés de tout ce qui bouge, la Révolution, celle d'hier comme celle qui, sait-on jamais, pourrait surgir aujourd'hui ou demain, constitue purement et simplement le mal absolu. Car, non seulement elle est féroce, sanguinaire et débouche irrémédiablement sur le sous-développement économique et l'absence de liberté, mais de plus elle est rigoureusement inutile car — c'est bien connu — l'ordre du moment, qu'il soit royal ou républicain, est largement à même de faire évoluer, certes lentement, les choses vers toujours un peu plus de prospérité, de sécurité et même — mais si, mais si — de liberté.

Ce discours-là, pour bestial qu'il soit, a les qualités de ses défauts : il est clair.

### Un discours clair

Tel n'est pas le cas du dernier discours à la mode sur la Révolution.

Pour le pouvoir, en effet, comme pour les cohortes bruyantes de modernistes, de décideurs, de communicateurs et de « renégats » qui s'auto-proclament en charge de la fameuse société civile, la Révolution de 1789 présente tout à la fois des bons côtés et des mauvais. A la Terreur, au chaos économique et financier, ils opposent l'éruption d'une modernité certaine (via notamment la symbolique de l'abolition des privilèges) et surtout l'apparition en force, au firmement de l'universalisme, des droits de l'homme et du citoyen, et se posent ainsi en

modérateurs dans le débat toujours aussi aiguë sur un événement historique qu'ils qualifient tout simplement de « tragiquement nécessaire ».

Forts de cette modération qui mythifie en perdre haleine sur les droits de l'homme et leur universalisme (ces droits non seulement ignoraient superbement le champ social en se cantonnant à la seule sphère du politique mais étaient, même dans ce domaine, passablement étriés puisque les non-propriétaires, les femmes, les esclaves... et combien d'autres encore n'avaient nullement droit au chapitre). Ils en arrivent alors à l'essentiel de leur message, à savoir la datation historique du principe révolutionnaire.

Si en effet, nous disent-ils, la Révolution de 1789 a pu être « tragiquement nécessaire », tel n'est plus le cas aujourd'hui. Les droits de l'homme et du citoyen ayant embrassé l'universel à bouche que veux-tu ne sont-ils pas indépassables ?

### Place au consensus !

De même, à l'heure du Grand Marché européen, de la mondialisation des échanges, de l'enchevêtrement international des problématiques économiques nationales... et pour tout dire de la modernité en marche, une rupture révolutionnaire, par-delà l'effondrement économique qu'elle provoquerait dans le pays où elle aurait lieu, n'aurait-elle pas fatalement une connotation réactionnaire, voire contre-révolutionnaire ? Et puis enfin, dans le contexte d'une société post-industrielle comme la nôtre, où la mobilité des choses, des idées et des hommes s'enracine dans des réseaux d'intérêts et de relations extrêmement complexes, la Révolution à la mode d'un affrontement classe contre classe ne constituerait-elle pas un

anachronisme à l'odeur forte d'archaïsme ?

Aussi, nous dit-on, la Révolution a eu son heure de gloire il y a 200 ans, force est bien aujourd'hui d'admettre qu'elle relève désormais du passé. Sa mission historique ayant été remplie, elle doit et a déjà commencé à céder la place au consensus, au partenariat, au dialogue social et à la gestion conviviale des conflits d'intérêts qui sont les nouveaux plus beaux fleurons d'une démocratie bourgeoise qualifiée d'indépassable.

Comme on le voit, qu'il s'agisse de celui du conservatisme ou de celui de la soi-disant modernité, les deux discours dominants tenus à l'occasion du bicentenaire sur le principe même de la révolution se rejoignent sur l'essentiel.

Bien évidemment cet essentiel, qui vise à légitimer la résignation au présent, est outrageusement d'essence idéologique et, comme tel, a la beauté fragile de tous les éphémères. Que le bateau commence à tanguer, et la belle unité de ton d'une chorale rassemblant les Tonton-maniaques du socialisme, les centro-centristes, les rénovateurs de la droite « civilisée », les « renégats » à la sauce Cohn-Bendit, Weber ou Joly et les fringants décideurs modernistes, fera place à la cacophonie !

On aurait tort cependant de circonscrire le phénomène à la seule idéologie.

Le discours sur la Révolution, ou plus exactement contre la Révolution, est également le fruit d'une période historique donnée. Il remplit une fonction bien précise dans le processus de restructuration capitaliste en cours, qui se propose de mettre en œuvre, au moindre coût social et politique, une nouvelle division internationale du travail. Et si l'on en croit Alain Bihl et Jean-Pierre Garnier (1), il s'avère être celui des classes « montantes » de l'encadrement et de la petite bourgeoisie intellectuelle.



Enfin, et ce n'est pas l'aspect le plus mineur de la question, le discours contre la révolution se nourrit de l'implosion du « socialisme réel » et de l'explosion de l'édifice théorique qui le légitimait.

Cela étant, ce discours, s'il est actuellement largement dévastateur n'en traîne pas moins un boulet aux pieds : celui de la réalité.

La réalité, en effet, c'est que bien que la rupture révolutionnaire manque sérieusement de mobilité dans le contexte d'une post-industrialité dominée par l'interdépendance entre les nations et qu'elle manque encore plus de légitimité à l'heure de la déroutante d'un marxisme qui s'était identifié à elle, le capitalisme continue toujours à exploiter et à opprimer le plus grand nombre. Mieux, si l'on braque le projecteur en direction

des relations Nord-Sud ou du rapport à la nature et aux conditions même de la vie, on peut dire que jamais ercore il n'y a eut autant de victimes et de raisons de se révolter contre ce système. De ce point de vue, la remontée des luttes sociales de ces dernières années, comme leur dureté, ne laissent planer aucun doute à ce sujet : la lutte des classes non seulement n'est pas morte, mais elle se radicalise.

### La Révolution est-elle dans l'ordre des choses ?

Alors, fort de cette production accrue des conditions de la révolte, la Révolution s'inscrit-elle fatalement dans l'ordre des choses ?

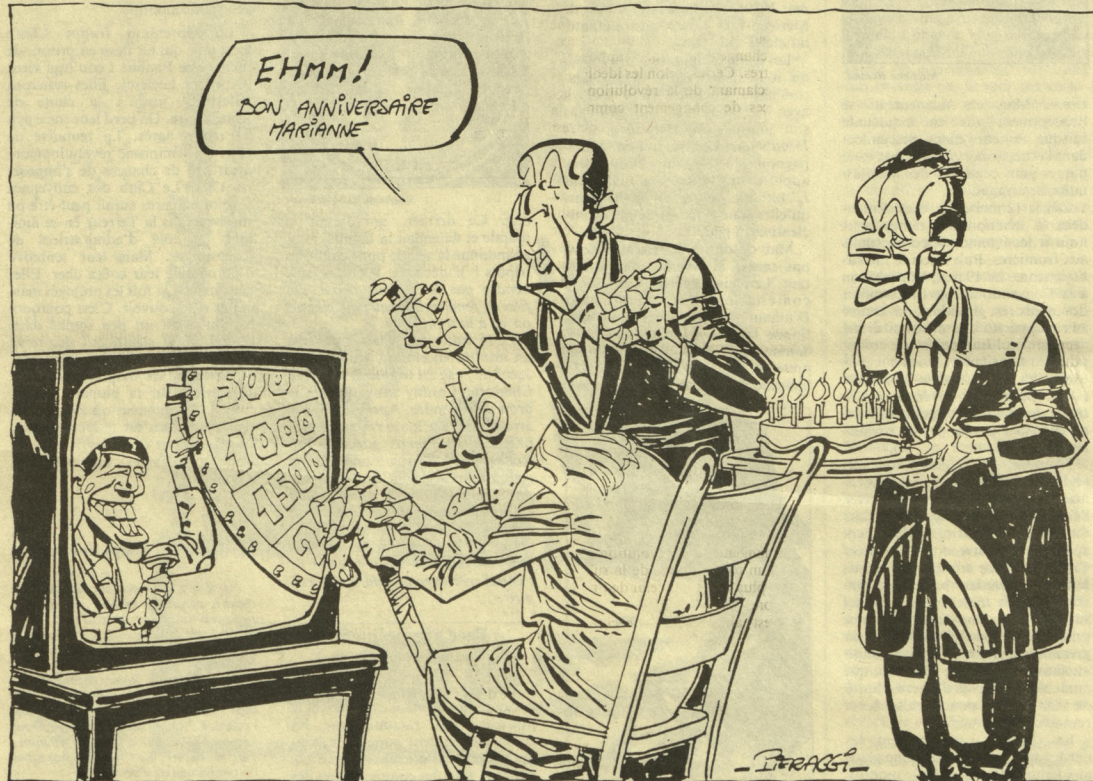
Certains le pensent et s'attachent actuellement à fourbir les quelques armes théoriques et pratiques qui leur restent encore en attendant que...

D'autres, dont je suis, estiment que non seulement la Révolution n'a rien d'une « nécessité », mais que de plus il s'agit là d'une bonne chose. L'ordre du nécessaire, en effet, permet tout et n'importe quoi, et ce qu'il importe désormais de comprendre, c'est que nombreux sont aujourd'hui ceux qui, échaudés par les différentes mésaventures du « socialisme réel », refusent d'inscrire leur révolte dans une révolution qui ne ferait pas la démonstration de sa capacité à proposer et à mettre en œuvre des solutions débouchant sur un mieux vivre et un mieux être.

Là se situe, sans aucun doute possible, l'être profond de la crise du principe même de la Révolution. Et, bien que capitalismes privé et d'Etat continuent de plus belle à exploiter et à opprimer le plus grand nombre, et que le réformisme ait abandonné sa prétention à changer les choses par étapes, pour se contenter désormais d'aménager au « moins pire » le capitalisme, il n'est pas sûr que pour faire la démonstration de leurs capacités à faire mieux que le capitalisme, les révolutionnaires et la Révolution puissent échapper à la nécessité... de leur propre Révolution !

J.-M. RAYNAUD

(1) Alain Bihl, La farce tranquille, Editions Spartacus. Dans les mêmes éditions, de J.-P. Garnier, Le capitalisme high tech.













N°759 JEUDI 6 JUILLET 1989

PRISONS

La poudrière

Une fois n'est pas coutume, nous commencerons par remercier M. Dru, directeur de la nouvelle centrale de haute sécurité d'Yzeure, pour sa collaboration — évidemment involontaire — au Monde libertaire : rarement responsable pénitentiaire aura fait aussi large étalage de démagogie, de grotesque perfidie ; et d'anxiété sous des airs de bravache. L'occasion était trop belle pour renoncer à la publication de ce petit chef-d'œuvre.

Mais le directeur de la prison d'Yzeure n'est pas le seul à connaître quelques sueurs froides, en ce

début d'été, et sa lettre aux détenus traduit à la fois les inquiétudes de toute la gent matonnière, et toutes les grosses ficelles qu'elle utilisera pour tenter de contrer les révoltes.

Des révoltes et des luttes qui n'ont pas cessé, depuis l'annonce des grâces dérisoires qui devraient être accordées le 14 juillet : refus de remonter en cellules largement suivis à Marseille, Poissy, Loos, Yzeure, Lyon, floraison de collectifs informels déterminés à se battre pour des grâces, mais pas seulement — difficilement évaluable — de

prisonniers sont aussi prêts à se battre pour faire reculer l'oppression carcérale, exiger l'annistie des mutins, combattre l'arbitraire, le non-droit, la non-vie et proclamer très fort leur identité d'hommes, et d'hommes révoltés.

La répression ne s'est pas faite attendre : mitard, isolement systématique, transferts « préventifs », ignobles tabassages à Clairvaux... Durant ce temps, les médias bassinent l'opinion publique de la préparation du bicentenaire, et les plus combatifs d'entre eux s'interrogent sur l'opportunité de l'annistie...

des hommes politiques les plus véreux.

Comme si la démagogie et la brutalité d'une part, la désinformation et le dédain d'autre part, pouvaient suffire à éteindre la révolte qui couve, depuis si longtemps, dans les centrales et les maisons d'arrêt de la République... Militants « extrémistes », nous ne pouvons en aucun cas dicter aux prisonniers une attitude à suivre ; tous au plus leur affirmer notre soutien, et tenter de le concrétiser.

Pascal CHOISY

Occupation de la future prison de Nanterre

Le centre pénitentiaire est encore en chantier. Il fait partie du plan des 15 000 nouvelles places prévues par Chandon, devenues 13 000 avec Arpaillage.

Mardi 27 juin, une quarantaine de militants répartis sur l'ensemble de la journée l'ont occupé de 6 h 30 à 19 h 30. Six personnes sont montées à l'aube sur deux grues du chantier et ont déployé des banderoles sur l'armature de la « flèche » : « Abolition des quartiers d'isolement » et « Non à la construction de nouvelles prisons ».

Le chantier se situe derrière l'université Paris X, entre la Seine et la rocade A 86.

Cette action avait pour but de dénoncer l'isolement carcéral, la construction de nouvelles prisons et les grâces dérisoires offertes aux détenus par le gouvernement dans le cadre de l'annistie de 1989.

L'isolement constitue une véritable torture blanche, ainsi que le rappelle la banderole déployée près de l'entrée du chantier et appuyée par l'ensemble des personnes qui soutenaient les six occupants des grues.

Les groupes cosignataires de cette opération sont : le Comité pour l'abolition de l'isolement carcéral (CAIC), l'Association des parents et amis des détenus (APAD), la Commission prison de Genevilliers et les animateurs des émissions « Ras-les-murs » (Paris) et « Prisons » (Bordeaux), membres des groupes Berneri et Emma-Goldman de la Fédération anarchiste.

La police, les pompiers et les ambulanciers étaient sur les lieux avant 7 heures. Les pourparlers ont eu lieu. Les militants, juchés à 25 et 30 mètres du sol, ont refusé de descendre.

A 8 heures, les forces de l'ordre ont chargé sur le groupe situé au sol et effectué trois interpellations. Les personnes arrêtées ont été emmenées au commissariat de Nanterre. Mais, sur ordre du substitut du procureur de la République, tout le monde était relâché à 10 h 30.

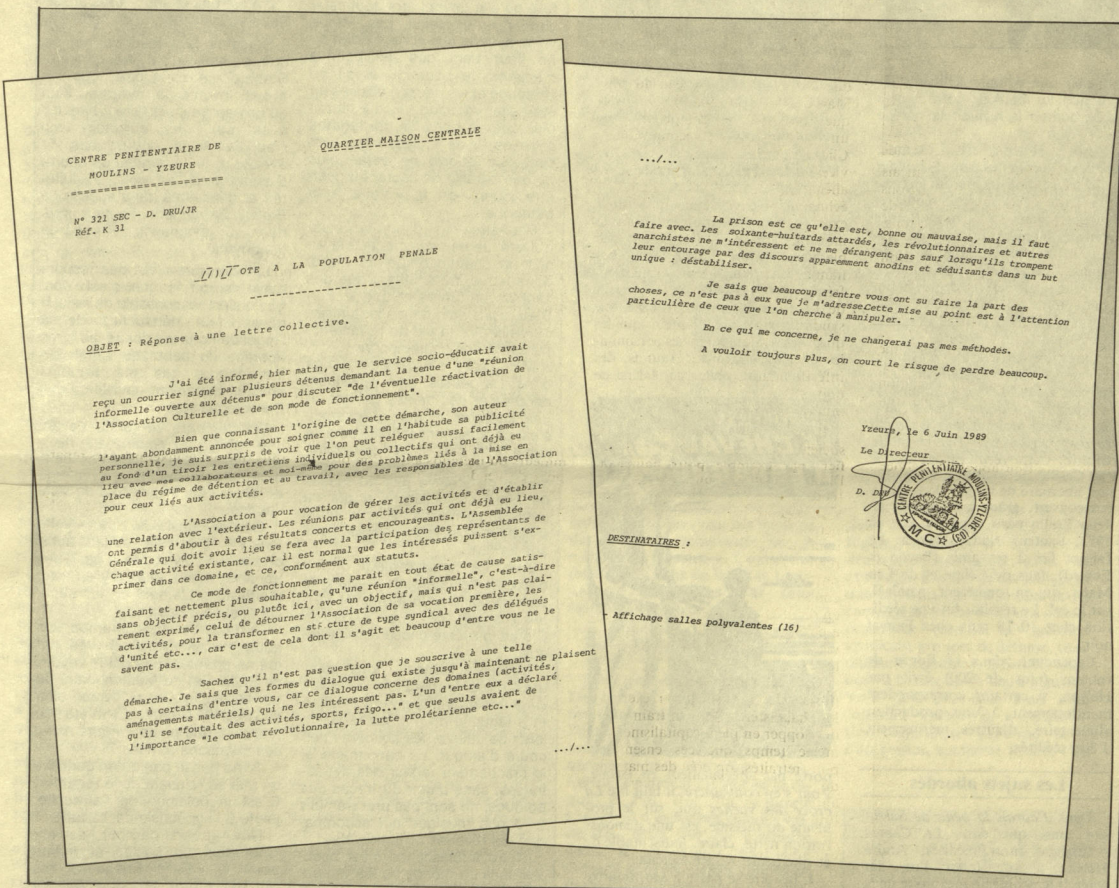
L'occupation s'est dès lors poursuivie sans interruption jusqu'à 19 h 30, malgré les informations erronées diffusées, en particulier, par Antenne 2 et France-Infos. Il est vraisemblable que ces « intox » émanaient des services de police eux-mêmes. Nous nous sommes efforcés, tout au long de la journée, de tenir informés les médias du déroulement exact de l'opération.

C'est ainsi que nous avons pu, à plusieurs reprises, intervenir sur Radio-Libertaire. Nous ne pouvons que dénoncer l'isolement carcéral. L'administration pénitentiaire l'utilise pour briser les détenus qui lui tiennent tête. La construction de nouvelles prisons ne résoudra jamais le problème posé par la délinquance. Il serait plus politique de s'occuper des catégories sociales défavorisées, de mettre fin aux privilèges et de parvenir à une véritable société égalitaire.

Quant aux grâces chichement distribuées aux prisonniers pour le 4 juillet, elles sont perçues comme une insulte et même une provocation. La population pénale apprécie à sa juste valeur l'autoannistie prononcée par le pouvoir en faveur de ses propres magouilles.

Jacques Lesage de La Haye

Un service régulier et pratique l'abonnement



La réponse de détenus...

DEPUIS plus de deux siècles, l'administration pénitentiaire ne connaît qu'une manière de gérer ses prisons : la carotte et le bâton. Nous, détenus, le savons pour en subir au quotidien les conséquences. De même, depuis que les détenus se révoltent pour dénoncer la prison dans sa forme et son fond, l'administration pénitentiaire n'a de cesse de chercher des « meneurs » à ces mouvements, donnant par là la mesure du mépris dans lequel elle tient les détenus, incapables à son sens de se conduire par eux-mêmes. Nous, détenus, le savons par la répression qui s'abat sur quelques-uns d'entre nous arbitrairement désignés comme « meneurs ». la publication du document qui suit n'a donc pas pour ambition de prévenir les détenus des pratiques de l'administration pénitentiaire, mais d'informer le public des réalités

que les grands murs gris leur cachent.

L'objet de cette « note à la population pénale » est clair. Nous ne nous prononcerons pas sur le ridicule d'un directeur de prison qui emploie ce procédé pour discréditer un détenu, responsable unique à ses yeux d'une situation d'antagonisme entre direction et détenus, chacun pourra en apprécier le sel. Nous entendons seulement dénoncer la volonté de l'administration pénitentiaire qui cherche à localiser les luttes carcérales en les focalisant sur quelques individus qu'il sera plus aisé de réprimer par la suite. Puisque pour ce cas, il s'agit de la centrale de Moulins, c'est la situation telle qu'elle se manifeste ici que nous analyserons à travers ce « document ».

Notons en premier lieu la contradiction entre « les entretiens individuels ou collectifs avec la direction » qui auraient donné

satisfaction à tous, et la demande collective des détenus qui semblent ne pas s'en satisfaire. Il apparaît clairement aux détenus que les structures mises en place par l'administration n'ont d'autre vocation qu'aliéner un peu plus les détenus qui en réclament d'autres dont ils ne seraient plus les objets mais les sujets. Il est évident que la responsabilisation des détenus générerait quelque peu la politique d'infantilisation de la pénitencière.

Arrêtons-nous ensuite sur le ridicule procédé qui tend à mettre en antagonisme des supposés détenus seulement préoccupés de l'aménagement de leur réclusion à d'autres supposés détenus seulement préoccupés de déstabiliser l'institution carcérale. Les concepts de « combat révolutionnaire » et de « lutte prolétarienne » ne recouvrent rien dans le contexte où ils sont utilisés ici, ils ne

servent qu'à alimenter une vieille polémique totalement dépassée entre « détenus de droit commun » et « détenus politiques ». Les détenus ne sont pas plus des légumes que l'on arrose, qu'ils ne sont de dangereux terroristes.

Terminons ensuite sur les menaces même pas voilées d'un directeur qui ne changera pas « ses méthodes », celles là même qui, en septembre 1988, faisaient transférer en pleine nuit comme du bétail plus de cent détenus.

Nous nous excusons de ne pas avoir de label officiel avec une jolie statue de la liberté sur tampon à encre pour signer et, afin de ne pas « soigner notre personnalité », nous renonçons à une quelconque signature nominative. Cet anonymat n'en est évidemment pas un pour l'administration pénitentiaire devant laquelle nous avons toujours affirmé et assumé nos idées.



« Emma la noire »

RES sont les camarades du mouvement qui s'adonnent à l'écriture de romans. Vanina (1) nous livre son premier roman, qui nous projette en 2040. Roman psychologique, roman noir, roman de politique fiction, le mélange des trois ? Au lecteur de choisir...

L'héroïne, Mélanie Cayrol-Lucianni, née en 1987, fille de militants anarchistes, a perdu son père — Bruno, assassiné en août 2000 lors d'une mission en Chine — et sa mère, Antonia Lucianni, liquidée en 2006. Mélanie a aussi perdu sa mémoire, jusqu'à son nom. Ce livre est l'histoire de la réappropriation par Emma de son passé, du passé politique de ses parents et de son engagement progressif dans les Hooligans internationalistes, groupe de lutte armée tiers-mondiste, qui s'attaque à l'exploitation éhontée du Sud par les puissances impérialistes du Nord.

Ce roman est aussi une projection dans le futur d'un monde qui n'est plus divisé qu'en deux, le Nord et le Sud. Un monde où toute opposition, tant au Nord qu'au Sud, est totalement marginalisée, criminalisée, obligée de vivre dans la clandestinité... Un monde où la dénonciation du pillage du tiers monde est assimilée au terrorisme international. Vanina pousse la logique de l'exploitation du tiers monde à son maximum : par exemple, dans son récit, on trouve une exploitation fictive des catastrophes naturelles par les pays du Nord pour renforcer leur domination. Un tremblement de terre se produit en Bolivie, le Nord envoie du sang, mais ce sang est contaminé par un virus proche du SIDA, ce qui provoque « l'éradication » de la race indienne sur l'Altiplano. Cette épidémie a été provoquée par les pays du Nord pour affaiblir la Bolivie, qui menaçait de boycotter une réunion sur le tungstène. Plus tard, la même procédure d'empoisonnement est envisagée pour les bœufs qui doivent nourrir les Sahéliens affamés, afin de détruire la race noire. Machiavélique, excessif, diront certains, mais qui rappellera à d'autres un certain nombre de rétorsions économiques prises contre des pays qui tentent d'avoir une politique de développement autonome, ou d'avoir des revendications sur le cours des matières premières produites en partie par le tiers monde. Politique fiction, mais pas si éloignée d'une réalité passée ou actuelle.

Face à ce monde, Vanina décrit une opposition ultra-minoritaire, mais qui a su internationaliser ses ripostes (les groupes des Hooligans internationalistes sont disséminés dans le monde entier), et qui utilise de nouvelles formes de résistance, comme l'informatique, à l'instar du très actuel Chaos Computer Club de Hambourg. Emma la noire est un très bon roman de politique fiction où s'entremêlent l'histoire de notre présent et un futur que nous ne voulons pas subir.

Pepe CARVALHO

(1) Déjà auteur de Corse, la liberté pas la mort, aux éditions Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire au prix de 70 F. Emma la noire, éditions Acratie, en vente à la librairie du Monde libertaire (145, rue Amelot, 75011 Paris), ou à Acratie, BP 23, 64130 Mauléon au prix de 78 F.

ECOUTEZ RADIO-LIBERTAIRE 89.4 MHZ PARIS

NOTE DE LECTURE Le sentier obscur



Le livre d'Alain Labrousse et Alain Hertoghe (1) nous apporte enfin sur le sentérisme péruvien les informations détaillées qui nous faisaient défaut malgré les quelques articles parus de-ci de-là (2).

Les brèves que l'on peut lire dans la presse quotidienne nous rappellent que le Pérou est au bord de la guerre civile. Pas un jour ne passe sans qu'il n'y ait un attentat ou un coup de main accompli par la guérilla maoïste du Parti communiste du Pérou, plus connu — mais sans son approbation — sous le nom de Sentier lumineux (Sendreo Luminoso). Ces incidents souvent meurtriers nous confirment que la stratégie de « guerre populaire » adoptée en 1980 après des années d'errance dans le repaire andin d'Ayacucho est en train de porter ses fruits.

Aujourd'hui, le Sentier est présent sur la quasi-totalité du territoire péruvien. Il est bien implanté dans les montagnes, à l'exception des zones proches de la Bolivie, où il rencontre l'opposition des Indiens Aymara, et de l'Equateur. Il a gagné l'Amazonie. Il menace les voies d'accès vers la capitale, Lima, dont il contrôle certains bidonvilles.

L'orthodoxie marxiste-léniniste

L'idéologie, l'organisation et la pratique du Sentier incarnent le marxisme-léninisme le plus dur, solidifié par un alliage de maoïsme pour justifier la priorité de la voie paysanne sur la voie ouvrière. C'est bien ce qui fait peur ! Même les autres organisations gauchistes de guérilla le savent bien qui doivent se soumettre ou se démettre face au rouleau compresseur du Sentier. Pour le Sentier lumineux, il n'y a rien en dehors de lui, sinon des ennemis. Tous ceux qui ne sont pas avec le parti sont contre lui. Malheur aux incédés ! Ils devront choisir, le plus souvent par la force, l'intimidation, le chantage et la peur des représailles. Le cycle infernal de l'action-répression est enclenchée avec les paysans réfractaires, les gauchistes concurrents, les forces de l'Etat qui ont la main aussi lourde que les guérilleros. La terreur se chiffre en milliers de morts.

Malheureusement, rien de nouveau. Le Sentier est en parfaite conformité avec l'essence et la pratique du marxisme : la fin (auto-proclamée) justifie tous les moyens. La dernière preuve en est apportée par sa collaboration objective, et parfois active, avec les trafiquants de drogue pour se financer. Le Parti joue le soutien, avec l'arrière-pensée de pourrir la jeunesse yankee, la pègre fait le trottoir des narco-dollars. Les paysans n'en peuvent plus mais, puisque la culture de la coca leur rapporte d'avantage que celle des ressources vivrières.

Alain Labrousse et Alain Hertoghe tentent d'expliquer la percée du Sentier. Pourquoi le Pérou et pas ailleurs ? Pourquoi si fort, malgré la langue de bois d'un côté et la répression de l'autre ? Au-delà des interprétations classiques (le sous-développement, l'arriération, le terrain propice, l'endoctrinement facile), les auteurs font un rapprochement avec la logique intégriste, telle que l'a connue l'Iran par exemple.

Malgré quelques arguments (le fanatisme d'une foi, le rejet d'un certain modernisme), l'explication — qui ne prétend d'ailleurs pas être définitive — ne convainc pas vraiment. Car il n'y a pas de question religieuse au Pérou. Il n'y a pas de réaction culturaliste. Malgré ses accointances et sa géographie, le Sentier n'est pas un mouvement

indianiste à strictement parler. Ses militants de base sont recrutés parmi les Indiens, mais ses fondateurs et ses leaders sont des métis ou des créoles à commencer par le « Président Gonzalo ». Ce sont des intellectuels issus de la petite bourgeoisie, fanatisés par leur marxisme-léninisme.

La logique tiers-mondiste

C'est peut-être de ce côté qu'il faut chercher. On songe immédiatement aux sinistres homologues de l'autre bout du monde, les Khmers rouges qui n'étaient au départ qu'une poignée d'étudiants aisés. Certes, le national-racisme de la clique à Pol Pot (la « pureté khmère ») n'existe pas chez les sendéristes. Mais leur foi commune dans le marxisme-léninisme démarre dans les mêmes conditions (intellectuels découvrant un savoir), fonctionnant suivant les mêmes mécanismes (apprentissage d'un pouvoir) et s'inscrit dans le même contexte : deux pays au bord du développement, qui ont cru au rôle progressiste de l'Etat (la dictature militaire « éclairée » au Pérou, le socialisme bouddhiste de Sihanouk au Cambodge) et dont une partie de l'élite, déçue, cherche à aller plus loin dans le mirage étatique.

On peut à cet égard parler d'une situation tiers-mondiste — même si le terme contient ses limites — et le rapprochement avec l'Iran ou d'autres pays prend alors tout son sens. En outre, le sentérisme pose plus généralement le problème de la survivance de l'idéologie marxiste-léniniste et de ses potentialités révolutionnaires dans le monde entier. Les débats d'orientation générale du dernier congrès de la Fédération anarchiste ont proposé deux analyses à ce sujet, mais la thèse du dépassement marxiste semble caduque si l'on s'en tient au Pérou, à moins de considérer le Sentier comme le dernier feu de paille dans la grange de Marx, Lénine et Mao.

Toujours est-il que le clash généralisé et le bain de sang stalinien se

rapprochent au Pérou. Que faire ? Qu'espérer ?

Les auteurs regrettent les divisions et les lâchetés de la gauche légale, comme si les socio-démocrates pouvaient jouer un autre rôle. Par contre, ils soulignent que là, dans les bidonvilles et les campagnes, où les habitants s'auto-organisent (comité de quartier, syndicats, groupes de défense, communautés agraires), le Sentier lumineux a beaucoup de mal à pénétrer. Vœu pieu peut-être, mais seule solution, semble-t-il, à l'exploitation capitaliste présente et à l'oppression sendériste future, c'est

dans la fédération autonome de ces regroupements sociaux que réside au Pérou le seul espoir de justice... et de survie.

Philippe PELLETIER

(1) Alain Hertoghe et Alain Labrousse, Le Sentier lumineux du Pérou - Un nouvel intégrisme dans le tiers monde, La Découverte, Enquêtes, 1989, 244 pp.

(2) Citons notamment : Henri Favre, Pérou : Sentier lumineux et horizons obscurs, Problèmes d'Amérique latine, 1984, 72-2 ; le n° 4874 (1988) de la même revue ; Le Nouvel Observateur du 30 mars au 5 avril 1989.

A lire cet été

La belle époque de la bande à Bonnot. Bernard Thomas, Fayard, 282 pages ..... 95 F Emma la noire. Vanina, Acratie, 206 pages ..... 78 F Sébastien Faure et « La Ruhe ». Roland Lewin, Ivan Davy, 246 pages ..... 135 F Sous les plis du drapeau noir. Maurice Joyeux, Editions du Monde libertaire, 300 pages ..... 120 F Mai 68 par eux-mêmes. Textes et propos recueillis par le groupe Pierre-Besnard de la FA, Editions du Monde libertaire, 239 pages ..... 90 F De la Révolution. 1989, l'inventaire des rêves et des armes. Claude Guillon, Alain Moreau, 270 pages ..... 89 F Au tour de la crise... Les Cahiers du doute n° 4, 82 pages ..... 25 F Les OEillets rouges n° 4. Cahiers de réflexion anarchiste, 95 pages ..... 50 F Où vas-tu petit soldat ? A l'abattoir ! BD et dessins antimilitaristes, avec Tardi, Margerin, Solé, Gédé, Goossens, etc., Editions du Monde libertaire, 96 pages ..... 100 F L'antiterrorisme en France ou la terreur intégrée (1981-1989). Serges Quadruppani, 322 pages ..... 125 F Le Sentier lumineux du Pérou. Alain Hertoghe/Alain Labrousse, La Découverte, 241 pages ..... 95 F P'tit Punk. J.-F. Lympham/Tapage, Baron-Noir/Safrat ..... 30 F Mémoires d'un révolutionnaire. Pierre Kropotkine, Editions SCALA, 544 pages ..... 119 F

Comptez 10% pour les frais de port. Le catalogue de la librairie du Monde libertaire est disponible sur demande au 145, rue Amelot, 75011 Paris.

